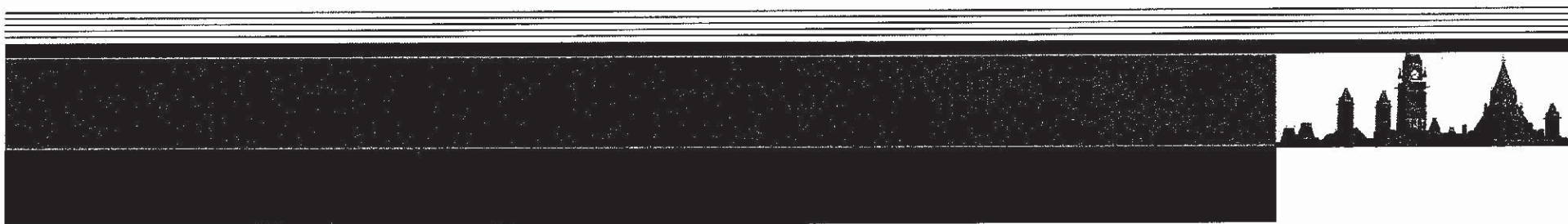




Public Service Commission
of Canada

Commission de la fonction publique
du Canada

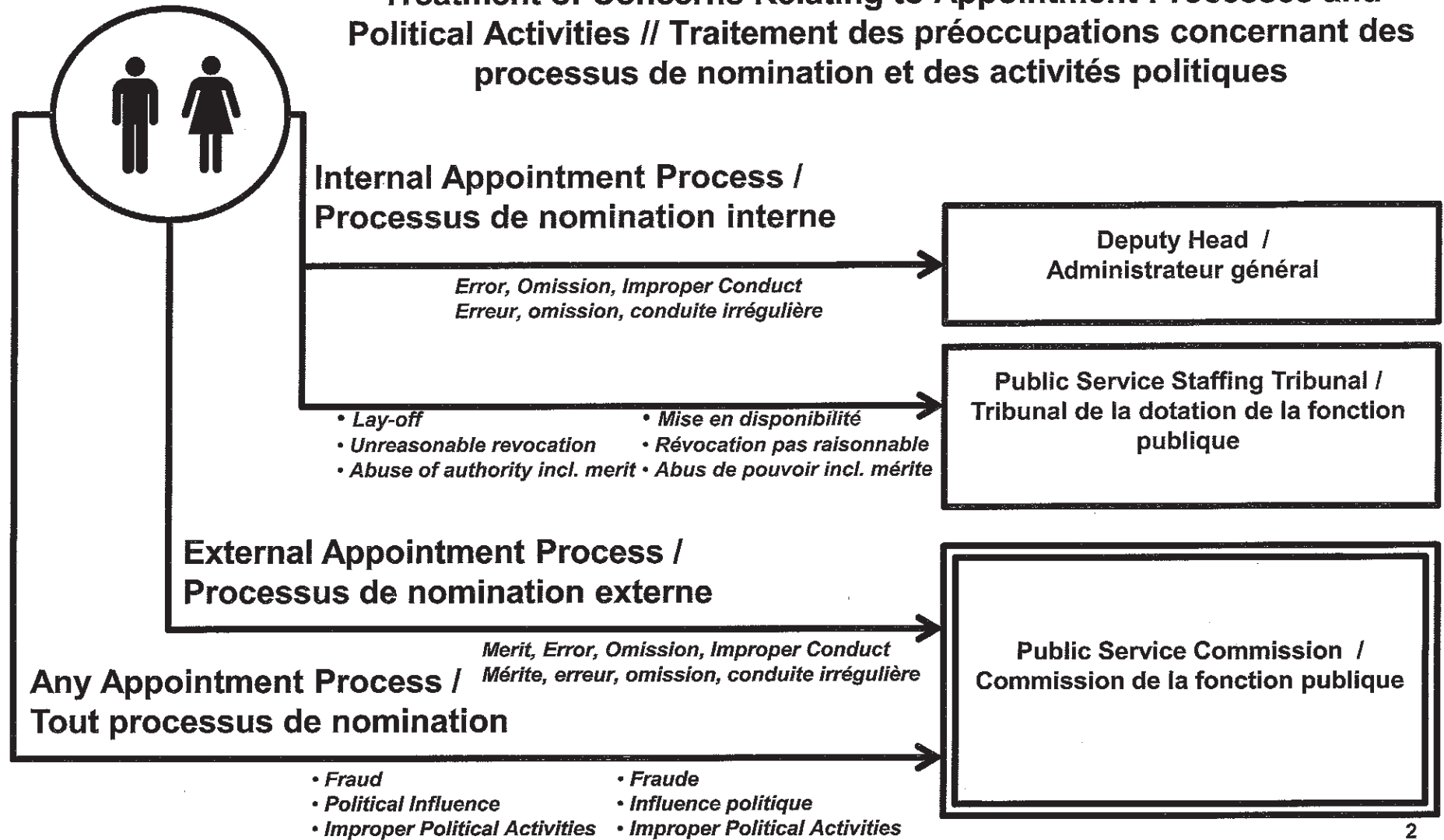


Public Service Commission Investigations Branch

Commission de la fonction publique Direction générale des enquêtes

Canada

Treatment of Concerns Relating to Appointment Processes and Political Activities // Traitement des préoccupations concernant des processus de nomination et des activités politiques



PSC Investigations: General Context

Enquêtes de la CFP : Contexte général

- **How new investigation files are received:**
 - Following an audit
 - Requests from organizations
 - Formal requests to investigate / allegations
 - Media reports
 - Questions in Parliament
 - “Brown envelopes”
- **The conduct of an investigation:**
 - Need to balance “informal and expeditious as possible” with requirement for procedural fairness
 - Significant focus on certain principles to minimize risk of negative findings following a judicial review
 - Evolution of practices pursuant to investigation decisions challenged in Federal Court
- **Comment reçoit-on les nouveaux dossiers d'enquête?**
 - Dans le cadre des vérifications
 - Demandes provenant des organisations
 - Demandes formelles d'enquête / allégations
 - Reportage des médias
 - Questions au Parlement
 - Dénonciations anonymes (« enveloppes brunes »)
- **Déroulement d'une enquête :**
 - Il faut atteindre un équilibre entre le fait de procéder de la façon la plus informelle et la plus rapide possible et l'exigence de respecter l'équité procédurale
 - Il faut veiller à respecter certains principes pour réduire le risque que des constatations négatives soient formulées à la suite d'un contrôle judiciaire
 - Il faut faire évoluer les pratiques en fonction des décisions relatives aux enquêtes qui sont contestées devant la Cour fédérale



Fraud in an Appointment Process / Fraude dans un processus de nomination

Definition of fraud following Federal Court of Appeal decision in *Seck c. Canada (Attorney General)* [2012] FCA 314, at paragraphs 39 to 41:

Fraud includes two essential elements:

- (1) dishonesty, which can include non-disclosure of important facts;*
- (2) deprivation or risk of deprivation.*

Dishonesty is established when deception, falsehood or other deceitful means is intentionally used in an appointment process, which can include non-disclosure or concealment of important facts in circumstances that would be considered dishonest by a reasonable person. [...] the defrauded party need not show actual harm or loss from fraudulent acts. Under section 69 of the PSEA, to show that the second element is met, it is sufficient to show that the appointment process could have been compromised.” [unofficial translation]

Une nouvelle définition de la notion de « fraude » a été établie à la suite de la décision rendue par la Cour d’appel fédérale dans l’affaire *Seck c. Canada (Procureur général)* [2012] CAF 314, aux paragraphes 39 à 41 :

La fraude comporte deux éléments essentiels :

- 1) la malhonnêteté, qui peut comprendre la non-divulgence de faits importants;*
- 2) la privation ou le risque de privation.*

La malhonnêteté est établie lorsqu’on a sciemment employé la supercherie, le mensonge ou un autre moyen dolosif dans le cadre d’une procédure de nomination, ce qui peut également comprendre la non-divulgence ou la dissimulation de faits importants dans des circonstances où elle serait considérée comme malhonnête par une personne raisonnable. [...] la victime de la fraude n’est pas tenue de prouver que des actes frauduleux lui ont réellement causé un préjudice ou une perte. Dans le cas de l’article 69 de la Loi, il suffit donc d’établir, pour satisfaire au second élément, que le processus de nomination aurait pu être compromis.

4

